Syndicat National
de la
Sécurité Publique

S.N.S.P

www.snsp-france.fr

Sécurité locale : une France à deux vitesses !

Par Stéphane Poupeau, président du Syndicat National de la Sécurité Publique,

Depuis trop longtemps, certains élus jouent avec la sécurité des Français comme s'il s'agissait d'un sujet secondaire ou d'un terrain d'expérimentation idéologique. Les faits sont clairs : là où certaines municipalités prennent leurs responsabilités, d'autres choisissent l'aveuglement volontaire. Et ce déni politique met directement en danger nos agents et nos concitoyens. Dans une grande partie des communes dirigées par des maires de droite, la sécurité n'est pas un tabou, elle est assumée, financée, organisée. Ces municipalités ont compris que la tranquillité publique ne se décrète pas, mais se construit. Elles renforcent leurs brigades, arment leurs policiers municipaux, déploient des moyens techniques et humains proportionnés aux réalités du terrain. Elles font des choix clairs: protéger d'abord, discuter ensuite. Nice, Béziers, Fréjus et bien d'autres ont montré qu'une gestion déterminée permet de reprendre la main. À l'inverse, une partie des municipalités de gauche ou d'extrême-gauche persiste dans une posture idéologique dangereuse. Elles réduisent les moyens, refusent d'armer leurs policiers municipaux, freinent la modernisation, bloquent les dispositifs de contrôle et préfèrent multiplier les discours plutôt que les solutions. Cette attitude n'est pas seulement un choix politique, c'est un renoncement ! En privilégiant le dogme à la réalité, elles laissent les habitants seuls face aux agressions, aux incivilités, aux trafics et aux violences du quotidien. Dans ces villes, ce ne sont pas seulement les agents qui manquent de moyens, ce sont les citoyens eux-mêmes qui paient le prix de ces choix à contre-réalité. Ce refus d'assumer la sécurité est une forme de désertion politique ! En niant les faits, en minimisant la violence, en expliquant que "la prévention suffit", ces municipalités laissent croire que la sécurité serait une notion de droite et que la fermeté serait une dérive. C'est une faute ! Une faute assumée au nom d'une vision idéologique rigide, qui sacrifie le pragmatisme et met en péril la population. Le Syndicat National de la Sécurité Publique accuse clairement : Ce ne sont pas les policiers municipaux qui manquent de volonté, ce sont certaines municipalités qui manquent de courage politique. Le résultat est évident, là où la sécurité est prise au sérieux, les habitants voient la différence. Là où elle est niée, la situation se dégrade et les agents en subissent les conséquences. Nous dénonçons le double discours, les priorités inversées, l'idéologie placée au-dessus de la protection des Français. La sécurité ne doit pas être un terrain partisan, elle est une obligation fondamentale. Et nous demandons que toutes les communes, quelle que soit leur couleur politique, cessent de jouer avec la vie des gens pour préserver une ligne doctrinale complètement déconnectée des réalités du terrain.